



RÉPUBLIQUE  
FRANÇAISE

Liberté  
Égalité  
Fraternité

**BOAMP.fr**

Bulletin officiel des annonces des marchés publics

## Avis de marché

Attention : les informations contenues dans l'extrait PDF peuvent dans certains cas ne pas présenter le texte intégral de l'annonce. Les extraits PDF des annonces du BOAMP ne constituent pas le format officiel, pour consulter le texte intégral au format officiel du présent avis, cliquez sur <https://www.boamp.fr/pages/avis/?q=idweb:25-2335>

Département(s) de publication : **83**

Annonce n° **25-2335**

Travaux

---

### Section 1 - Identification de l'acheteur

**Nom complet de l'acheteur :** Minarm sga dcsid esid toulon sai- L'ingénieur général de 2ème classe  
Pierre-Jean RONDEAU

**Type de Numéro national d'indentification :** SIRET

**N° National d'identification :** 11000201100044

**Ville :** Toulon cedex 9

**Code postal :** 83800

**Groupement de commandes :** Non

**Département(s) de publication :** 83

### Section 2 - Communication

**Lien vers le profil d'acheteur :** <https://marches-publics.gouv.fr>

**Identifiant interne de la consultation :** 2022-ESID-TLN-0602

**Intégralité des documents sur le profil d'acheteur :** Oui

**Utilisation de moyens de communication non communément disponibles :** Non

**Nom du contact :** Mme PIACENZA Séverine

**Adresse mail du contact :** Esid-toulon-sai.secretaire.fct@intradef.gouv.fr

**Numéro de téléphone du contact :** +33 422424565

### Section 3 - Procédure

**Type de procédure :** Procédure adaptée restreinte

**Conditions de participation :**

- **Aptitude à exercer l'activité professionnelle - conditions / moyens de preuve :** - La lettre de candidature ou formulaire DC1 (téléchargeable à partir du lien <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-candidat>) ou équivalent, dûment rempli et daté ; - pièces relatives au pouvoir des personnes habilitées à engager le candidat ; - copie du jugement prononcé si le candidat est en redressement judiciaire. Le marché sera passé avec un entrepreneur unique ou avec un groupement dont la forme est laissée librement au choix des candidats mais dont le mandataire sera obligatoirement solidaire de chacun des membres de ce groupement. Si les candidats se présentent en groupement conjoint, ils devront impérativement proposer une répartition des prestations entre cotraitants.

- **Capacité économique et financière - conditions / moyens de preuve** : - La déclaration du candidat ou formulaire DC2 (téléchargeable à partir du lien <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-candidat>) ou équivalent, dûment rempli et daté ; - chiffre d'affaires global réalisé au cours des 3 dernières années.
- **Capacités techniques et professionnelles - conditions / moyens de preuve** : - Copie de l'assurance pour risques professionnels d'un niveau adapté au marché ; - effectif moyen annuel détaillé ; - liste des moyens en matériels dont disposera le candidat pour la réalisation de ce marché ; - liste des prestations exécutées au cours des 5 dernières années assortie d'attestations de bonne exécution pour les plus importantes : Travaux terrestres (Pose canalisation avec double enveloppe en caniveaux) et Travaux maritimes (Dragage et pose canalisation) - Certificats de qualification exigés : Scaphandrier classe : Scaphandrier TP : Classe II A : < 50 mètres air Permis complémentaires - Permis feu : o Soudage, meulage, chalumeau - Permis fouille : o Réalisation des tranchées - Permis de pénétrer : o Espaces confinés (chambre à vanne par exemple) o Intérieur de fouille (si profondeur > ou =1,30m) GIES 1 GIES 2 pour la signature des permis AIPR En cas de sous-traitance le candidat fournira les mêmes documents ainsi qu'un engagement écrit pour chaque sous-traitant. Les modalités de transmission des candidatures sont décrites en annexe 1 "modalités relatives aux candidatures" de l'avis de marché. Ce document est à télécharger sur le site <https://www.marches-publics.gouv.fr>, en indiquant le n° de la consultation: 2022-ESID-TLN-0602. Ce marché comporte des dispositions spécifiques relatives au niveau de protection des données. Voir la rubrique « Informations complémentaires» ci-dessous.

**Technique d'achat** : Sans objet

**Date et heure limite de réception des plis** : 18/02/2025 à 15:30

**Présentation des offres par catalogue électronique** : Interdite

**Réduction du nombre de candidats** : Non

**Possibilité d'attribution sans négociation** : Non

**L'acheteur exige la présentations de variantes** : Non

**Critères d'attribution** : Prix: 60% Valeur technique: 40%

## Section 4 - Identification du marché

**Intitulé du marché** : Base navale de Toulon- Accueil des FREMM- Alimentation en hydrocarbure des appointements CA 1 et CA2

**Code CPV principal - Descripteur principal** : 45252124

**Type de marché** : Travaux

**Description succincte du marché** : Le présent avis concerne un dépôt de candidature. ce projet de marché est passé en procédure MAPA en application de l'article R.2323-1 du code de la commande publique. La présente consultation consiste à raccorder les réseaux en attente des appointements CA1 et CA2 au réseau de distribution d'hydrocarbure existant, le but étant d'automatiser le ravitaillement en hydrocarbure des FREMM (Frégate Multi-Missions). Les travaux scindés en 3 tranches consistent en la réalisation de la canalisation double-enveloppe qui viendra alimenter les appointements CA1 et CA2. Suite de la description des travaux précisée à la rubrique "informations complémentaires". En application des dispositions de l'article L.2111.3 du code de la commande publique, l'exécution du marché comporte une clause d'insertion sociale obligatoire.

**Lieu principal d'exécution du marché** : Base navale de Toulon

**La consultation comporte des tranches** : Oui

**La consultation prévoit une réservation de tout ou partie du marché** : Non

**Marché alloti** : Non

## Section 6 - Informations Complémentaires

**Visite obligatoire** : Oui

**Détail sur la visite (si oui)** : La visite du site sera obligatoire lors de la phase de consultation.

**Autres informations complémentaires :** Suite de la rubrique "Identification du marché": Le découpage des tranches est le suivant: Tranche ferme: Travaux terrestre- Raccordement CA1 et CA2 Tranche optionnelle 1 : Travaux maritimes- Raccordement CA1 et CA2 tranche optionnelle 2:Travaux terrestre- Raccordement Epi des Aviso. Il est prévu une période de préparation de trois mois pour la tranche ferme et d'un mois pour les deux tranches optionnelles, incluses dans le délai global contractuel. Pour la tranche ferme: 11 mois (10+3). Pour la tranche optionnelle 1: 3 mois (2+1). Pour la tranche optionnelle 2: 2 mois (1+1). Les travaux devraient débuter en novembre 2025. La canalisation cheminera depuis le raccordement à l'existant situé au niveau du quai des pétroliers jusqu'au raccordement des canalisations existantes au niveau de l'enracinement des appontements CA1 et CA2. La longueur du tracé sera d'environ 720 mètres. Elle cheminera en caniveaux techniques (en fonction des plans communiqués) pour les portions terrestres et en souille au fond de la passe Missiessy. Ces travaux comprendront les postes suivants : - Travaux de VRD : o La réalisation de tranchées le long du cheminement o La fourniture et la pose des caniveaux (charges lourdes) o Réfection voirie o Traitement des terres associées - Travaux de Génie Civil : o Réalisation des chambres à vannes le long du tracé. - Travaux de souille : o La réalisation du dragage dans la passe ainsi que le traitement des terres associées. o La réalisation de souille dans la passe Missiessy - Travaux de tuyauterie/Robinetterie : o Fourniture et pose de la canalisation double enveloppe o Fourniture et pose de la robinetterie - Travaux Electricité Instrumentation Automatisme : o Ajout de disjoncteurs dans les postes existant, o Fourniture et pose des armoires et coffrets, o Fourniture et pose du système d'automatisation, o Fourniture et pose du système de détection de fuite des doubles enveloppes, o Fourniture et pose du système de détection d'hydrocarbure des chambres à vannes, o Fourniture, pose et raccordement des câbles d'alimentations, fibres optiques et câbles de contrôle commande, Contraintes spécifiques au niveau de la passe Missiessy : - Les travaux maritimes (pose de la conduite, dragage) devront être réalisées le week-end. - Pour tous les travaux dans la passe Missiessy, une priorité à l'opérationnel sera donné. Par conséquent, une flexibilité sur les installations et leur repli sera demandée, - La portion de canalisation maritime (en souille) devra être posée d'un seul tenant dans la passe (largeur de la passe environ 100m). Ainsi l'assemblage de la portion maritime sera réalisé en amont (atelier ou barge directement sur la base) - L'acheminement des matériaux se fera par voie maritime - Opération soumise à autorisation environnementale (dossier de loi sur l'eau géré par la maîtrise d'ouvrage). Des documents et supports portant la mention « Diffusion Restreinte » seront remis aux candidats sélectionnés dans le cadre de cette consultation. Ces documents et supports ne peuvent être utilisés à d'autres fins que l'élaboration d'une offre à la procédure de passation du présent marché. En conséquence, ils ne peuvent être communiqués qu'aux personnes ayant besoin d'en connaître pour la remise de l'offre de l'opérateur économique soumissionnaire. En conséquence, ces documents et supports ne seront remis par l'acheteur public qu'aux candidats qui préalablement se seront engagés à assurer leur protection. Cet engagement se matérialise par la remise de l'attestation intitulée « Engagement du candidat au regard des informations et supports portant la mention « Diffusion Restreinte » complétée, paraphée et signée, ainsi que par la remise de l'attestation d'homologation du SI de l'entreprise signée par l'autorité d'homologation de l'entreprise ou la preuve d'une démarche d'initialisation de la demande d'homologation. Ces deux documents sont transmis avec les pièces de candidatures demandées dans cette consultation. Les candidats n'ayant pas remis ces documents seront éliminés. Il est demandé à l'attributaire pressenti de fournir avant la notification, les preuves qu'il ne se trouve pas dans un des cas de motifs d'exclusion. En l'absence de fourniture de ces documents, le soumissionnaire dont l'offre est classée immédiatement après est sollicité pour produire les documents nécessaires. Les preuves demandées sont les suivantes : - l'acheteur accepte comme preuve suffisante attestant que le candidat ne se trouve pas dans un cas d'exclusion mentionné aux articles L. 2141-1 et aux 1° et 3° de l'article L. 2141-4 du code de la commande publique une déclaration sur l'honneur. - l'acheteur accepte comme preuve suffisante attestant que le candidat ne se trouve pas dans un cas d'exclusion mentionné à l'article L. 2141-2 du code de la commande publique, les certificats sociaux et fiscaux délivrés par les administrations et organismes compétents. - le cas échéant, le candidat produit en outre les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du code du travail. - L'acheteur accepte comme preuve suffisante attestant que le candidat ne se trouve pas dans un cas d'exclusion mentionné à l'article L.241-3 du

code de la commande publique, la production de son numéro unique d'identification. - lorsque le candidat est en redressement judiciaire, le candidat produit la copie du ou des jugements prononcés. L'attributaire pressenti fournira également : - le certificat attestant la souscription des déclarations et paiements prouvant qu'il a satisfait à ses obligations fiscales ; - le certificat attestant de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L 243-15 du code de sécurité sociale délivré par l'agence centrale des organismes de sécurité sociale ; - le certificat de cotisation retraite délivrée par l'organisme Pro BTP ; - l'attestation d'assurance décennale . Les candidats ne sont pas tenus de fournir les justificatifs et moyens de preuve lorsque le pouvoir adjudicateur peut les obtenir directement par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel ou un espace de stockage numérique, à condition que figurent dans sa candidature toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système ou de cet espace et que l'accès soit gratuit.

---

**Date d'envoi du présent avis à la publication : 09/01/2025**